

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Asie > Pakistan > Catastrophes naturelles et humanitaires (Pakistan) > **Après les inondations, le Pakistan a besoin de réparations, pas de charité**

ANALYSE

Après les inondations, le Pakistan a besoin de réparations, pas de charité

vendredi 9 septembre 2022, par [TARIO Farooq](#) (Date de rédaction antérieure : 5 septembre 2022).

Annulez la dette, ou laissez le groupe de Bretton Woods profiter de la catastrophe climatique, écrit Farooq Tariq.

À l'heure où nous écrivons ces lignes, plus d'un tiers du Pakistan est sous les eaux. Des inondations soudaines, générées par des pluies de mousson anormales, ont jusqu'à présent coûté la vie à 1350 personnes. Un million de bâtiments résidentiels sont totalement ou partiellement endommagés, laissant plus de 50 millions de personnes déplacées de leurs foyers.

On s'attend à ce que les inondations causent des dommages d'une valeur de 10 milliards de dollars à une économie déjà chancelante. Plus de 793 900 têtes de bétail sont mortes, privant ainsi les familles pakistanaises d'une source essentielle de subsistance et moyens d'existence. Environ deux millions d'hectares de cultures et de vergers ont été touchés.

Ces conséquences sont indéniablement le symptôme d'une crise climatique qui s'accélère. Bien qu'il produise moins d'un pour cent des émissions mondiales de carbone, le Pakistan subit certaines des pires conséquences de la crise climatique au niveau mondial. Au cours des vingt dernières années, le pays s'est régulièrement classé dans l'indice mondial des risques climatiques parmi les dix pays les plus vulnérables au monde. Comme le dit Julien Harneis, coordinateur humanitaire des Nations unies au Pakistan : « Cette super-inondation est due au changement climatique - les causes sont internationales ».

Le peuple pakistanais est la dernière victime en date d'une crise mondiale à laquelle il n'a pratiquement pas contribué, et qui a été provoquée par les émissions excessives des pays riches et des entreprises polluantes. Cette injustice fondamentale est à l'origine de la demande croissante de réparations climatiques de la part du Pakistan et de l'ensemble du Sud.

Nous contractons aujourd'hui davantage de prêts pour simplement rembourser les intérêts de nos dettes précédentes. L'argent envoyé par le Pakistan pour rembourser nos créanciers internationaux pourrait être dépensé pour réhabiliter les millions de personnes déplacées.

Une de ces demandes est l'annulation de la dette. L'injustice de la dette et la crise climatique vont de pair. Avec l'intensification des phénomènes climatiques extrêmes, les pays en première ligne, comme le Mozambique, et les États insulaires des Caraïbes sont confrontés à des dommages économiques croissants. Après ces événements, les gouvernements à faible revenu (et souvent déjà lourdement endettés) sont confrontés à un manque de financement et n'ont guère d'autre choix que de contracter de nouveaux prêts pour reconstruire les moyens de subsistance et les communautés.

Nous pouvons déjà voir ce cycle se produire au Pakistan. Avant même les inondations, le Pakistan

croulait sous les dettes, ayant été confronté à une chute brutale des devises étrangères en raison de la flambée des prix mondiaux des matières premières et de la hausse du dollar américain. Le coût de l'électricité et de la nourriture a explosé. D'ici la fin de l'année, le Pakistan aura dû payer un total d'environ 38 milliards de dollars au FMI, à la Banque mondiale et à d'autres institutions financières, dont la Banque d'État chinoise. Cette spirale d'emprunts est à l'origine d'une crise économique imminente.

Les inondations ont suscité une vague d'aide étrangère, USAID ayant versé 30 millions de dollars, qui s'ajoutent à une contribution de 3 millions de dollars des Nations unies la semaine dernière. Les Nations unies lancent un nouveau plan d'aide aux victimes des inondations au Pakistan, tandis que ses responsables se font l'écho des appels à une augmentation des contributions du monde entier. Mais c'est loin d'être suffisant.

Alors que les organisations humanitaires se démènent pour trouver des fonds d'urgence, un visage familier est revenu sur le devant de la scène. Le Fonds monétaire international (FMI) a récemment approuvé une demande de renflouement prévoyant le versement de 1,1 milliard de dollars au pays. À première vue, cela peut sembler être une étape vitale pour le redressement du Pakistan, mais accumuler davantage de dettes sur un pays déjà en proie à une crise financière ne fera que provoquer un nouveau désastre.

Les preuves empiriques soutiennent massivement l'idée qu'une grande partie de la dette publique nuit au potentiel de croissance économique et, dans de nombreux cas, l'impact s'accroît à mesure que la dette augmente. Le haut degré d'endettement du Pakistan l'a rendu plus vulnérable aux chocs économiques et a affaibli le pays sur le plan politique face aux puissants prêteurs extérieurs. Il a également réduit considérablement la capacité du Pakistan à investir dans l'éducation et les soins de santé, ou dans ses infrastructures.

Si l'Occident a l'intention de soutenir le Pakistan dans cette crise, il doit mettre en œuvre une série de mesures qui s'attaquent à l'ampleur des dommages infligés par le Nord mondial au Sud depuis la révolution industrielle. Dans un premier temps, cela devrait inclure une annulation complète de la dette, ainsi qu'une augmentation considérable du financement climatique pour aider les communautés à s'adapter aux impacts du changement climatique.

En outre, de nombreux pays vulnérables au changement climatique, dont le Bangladesh, l'Éthiopie et Tuvalu, demandent désormais aux pays riches de les indemniser pour les catastrophes auxquelles ils sont confrontés.

Ce phénomène est souvent appelé « pertes et dommages », qui, même en 2022, ne figure toujours pas officiellement à l'ordre du jour des négociations de la conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP). Les pays vulnérables au changement climatique ont, à de nombreuses reprises, exigé des compensations climatiques de la part des pays riches et des entreprises qui ont créé le chaos climatique - à chaque fois, elles ont été bloquées. Lors de la COP27, de nouveaux progrès concrets doivent être réalisés dans ces discussions.

Le concept d'annulation de la dette n'est pas nouveau. Pendant la pandémie, un certain allègement de la dette a été mis en place pour les pays à faible revenu, bien que le secteur privé ait continué à percevoir des paiements, ce qui a inévitablement exacerbé la crise économique générée par Covid-19. Mais même les créanciers privés peuvent être tenus à distance lorsqu'il existe une forte demande morale. En juillet, quelques mois après l'invasion de la Russie, les créanciers de l'Ukraine ont conclu un accord historique pour cesser de percevoir les paiements de la dette pendant la guerre. Cet accord a apporté un soulagement vital à l'économie ukrainienne et a permis au pays de se concentrer sur la dépense de chaque centime disponible pour soutenir sa population.

Si les institutions internationales suspendaient le recouvrement des dettes, le Pakistan n'aurait pas besoin de nouveaux prêts. L'argent envoyé hors du Pakistan pour rembourser les créanciers internationaux pourrait être consacré au relogement des millions de personnes déplacées. Le Pakistan a besoin d'au moins quatre ans pour reconstruire son économie et réparer les dégâts causés par les inondations et les fortes pluies.

Mais il reste aussi une question plus large : qui doit payer pour la crise climatique ? Pourquoi le Pakistan devrait-il contracter le moindre emprunt pour payer les conséquences d'une crise qu'il n'a pas provoquée ? La ministre pakistanaise du climat, Sherry Rehman, a déclaré au Guardian que les objectifs mondiaux en matière d'émissions et les réparations doivent être reconsidérés, étant donné la nature accélérée et implacable des catastrophes climatiques qui frappent des pays comme le Pakistan.

Bien sûr, réparer l'apartheid climatique et régler la crise n'est pas aussi simple que de signer un chèque, et de nombreuses autres mesures sont nécessaires pour soutenir le peuple pakistanais dans la catastrophe à laquelle il est confronté.

Mais sans allègement de la dette ou financement pour compenser les pertes et les dommages, le cycle de la dette et des crises climatiques du Pakistan ne peuvent que s'aggraver.

Farooq Tariq

P.-S.

- Traduction DeepL (gratuit) et Pierre Rousset.
- Pour les liens internes (sources), voir la version originale anglaise : <https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article63879>